



## Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

### Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

## **Ressources Humaines - Création d'un service commun de direction de pôle informatique et numérique - Convention - Autorisation de signature**

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en oeuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

La Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées dans une démarche de convergence de leurs administrations, notamment marquée par la mutualisation de l'ensemble de leur ligne de direction générale des services. Depuis 2016, de nombreux services communs ont depuis été créés dans une logique de construction d'un schéma de mutualisation.

C'est dans ce cadre global que s'inscrit la démarche de mutualisation des directions gérant les systèmes d'informations à la Ville et à la Métropole. La nécessité de mutualiser les moyens s'est vue renforcée par un contexte fortement évolutif en termes d'usages numériques, de volonté d'amélioration de qualité du service au public, de simplification, d'innovation mais aussi d'optimisation des moyens d'intervention.

Afin de répondre à ces évolutions et de proposer une offre cohérente de services, le choix a été fait d'intégrer la démarche de mutualisation dans la définition d'un Schéma Directeur des Systèmes d'Information (SDSI) permettant aux directions informatiques, mais aussi aux élus et à la direction générale, de disposer des éléments pour définir les choix structurants stratégiques et opérationnels permettant d'orienter les systèmes d'information pour répondre aux enjeux présents et futurs.

Afin de porter le projet de mutualisation et d'évolution de l'organisation et poursuivre, en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés, l'objectif visant à concilier les exigences de fonctionnement optimales pour atteindre la cible fixée, ainsi que les attentes du personnel, il est aujourd'hui proposé de créer un service commun de direction de pôle informatique et numérique mutualisé.

Ce service commun sera mis en place au plus tôt à partir du 1er août 2019 et concernera le seul poste de responsable de pôle informatique et numérique.

Le service commun sera géré par la Métropole et en fonction de la mission réalisée, sera placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de convention de création de service commun, il est convenu que les dépenses mutualisées qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront pris en charge par la Métropole.

En contrepartie de cette mutualisation, la Ville rembourse à la Métropole ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre collectivités à hauteur de 50% chacune.

Les avis des Comités Techniques de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier ont été sollicités sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail. Avis favorable à l'unanimité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création du service commun du pôle informatique et numérique mutualisé ;
- approuver la convention de service commun afférente ;
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93807-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Projet convention sc PSIN 08072019 V3.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.